

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
N°DDPP-DREAL UD38 2022-10-12
du 19 OCT. 2022**

**À l'encontre de la société BOIS DU DAUPHINÉ (BDD)
sur la commune de Le Cheylas**

Le préfet de l'Isère,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.511-2, L.512-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre II (les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel), titre I^{er} (attributions) et les articles L.211-1 et suivants, et le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société BOIS DU DAUPHINÉ au sein de son établissement situé dans la zone industrielle « La Rolande » sur la commune de Le Cheylas, en particulier l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-08308 du 11 septembre 2008 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-04230 du 27 mai 2010 et n°DDPP-IC-2019-07-15 du 24 juillet 2019 ;

Vu la déclaration du 26 juin 2013 relative à la directive IED faite par M. Michel Cochet, président directeur général de la société BOIS DU DAUPHINÉ ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 25 janvier 2022, réalisé à la suite de la visite d'inspection effectuée le 13 janvier 2022 sur le site de la société BOIS DU DAUPHINÉ implanté sur la commune de Le Cheylas, et le rapport référencé 2022-Is058T03 en date du 19 septembre 2022 ;

Vu le courriel du 10 mars 2022 adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, et l'informant du régime IED de la société BOIS DU DAUPHINÉ au titre de la rubrique 3700 ;

Vu le courriel en réponse du 10 mars 2022 de l'inspection informant l'exploitant qu'il ne peut prétendre au bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 3700 compte tenu de la déclaration faite par M. Cochet le 26 juin 2013 ;

Vu le courriel du 20 septembre 2022 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société BOIS DU DAUPHINÉ, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Le Cheylas ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 28 septembre 2022 ;

Vu le courriel de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, en date du 29 septembre 2022, au regard de ces observations ;

Considérant que lors de sa visite effectuée le 13 janvier 2022 sur le site de la société BOIS DU DAUPHINÉ au sein de son établissement situé dans la zone industrielle « La Rolande » sur la commune de Le Cheylas, l'inspectrice de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions suivantes :

- section III (*dispositions relatives à la protection contre la foudre*) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- article 2 point 4.5.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-08308 du 11 septembre 2008 relatif au bassin de rétention des eaux d'incendie,
- dispositions des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-08308 du 11 septembre 2008 relatives aux valeurs limites réglementaires des émissions sonores ;

Considérant que les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 10 mars 2022 susvisé établissent l'exploitation, sans l'autorisation préfectorale requise, d'une installation de traitement du bois soumise à la rubrique 3700 de la nomenclature ICPE ;

Considérant que le non-respect des dispositions prévues par les arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions :

- de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société BOIS DU DAUPHINÉ de respecter les points susvisés afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,
- de l'article L 171-7 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société BOIS DU DAUPHINÉ de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Arrête

Article 1 : La société BOIS DU DAUPHINÉ (n° SIRET : 327 389 821 00023) exploitant une scierie dans la zone industrielle « La Rolande » sur la commune de Le Cheylas, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, dans les délais comptés à partir de la notification du présent arrêté et indiqués entre parenthèses :

- section III (*dispositions relatives à la protection contre la foudre*) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (1 mois),
- article 2 point 4.5.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-08308 du 11 septembre 2008 relatif au bassin de rétention des eaux d'incendie (3 mois),
- dispositions des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-08308 du 11 septembre 2008 relatives aux valeurs limites réglementaires des émissions sonores (1 mois).

Article 2 : La société BOIS DU DAUPHINÉ est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale avec étude d'impact au titre de la rubrique 3700 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous trois mois.

Article 3 : L'exploitant justifie par écrit, à l'échéance de ces délais, à l'inspection des installations classées, le respect des prescriptions susvisées avec l'ensemble des éléments d'appréciation appropriés.

Article 4 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté, dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans les délais prévus par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BOIS DU DAUPHINÉ et dont copie sera adressée au maire de Le Cheylas.

Le préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
la Secrétaire Générale

Eléonore LACROIX

